

Rapport Oxfam France

Sous embargo jusqu'au 16 janvier - 00h01



**OXFAM**  
France

# **LES FRACTURES DE LA CRISE**

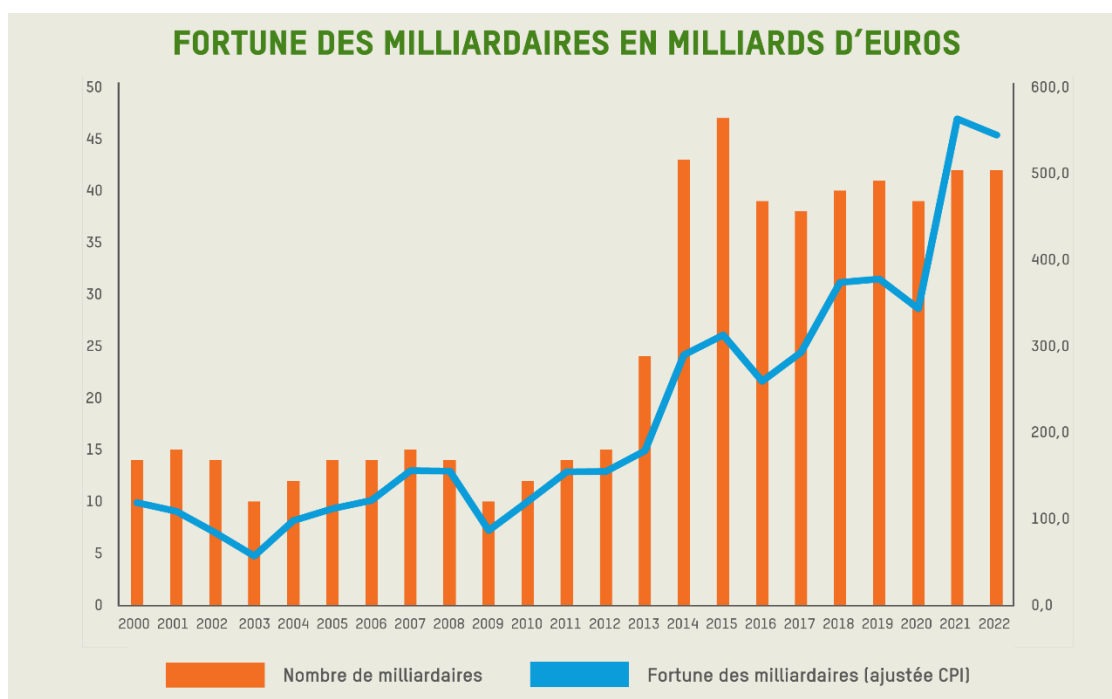
**QUAND LA FRANCE FAIT PAYER  
L'ADDITION DE LA CRISE AUX PLUS  
PRÉCAIRES !**

La France, comme le reste du monde, fait face à une succession de crises de forte intensité depuis 2020 : pandémie de coronavirus, évènements climatiques extrêmes, crise énergétique, crise de la vie chère. Cette succession de crises fracture nos sociétés : certains en ont profité pour s'enrichir quand d'autres ont de plus en plus de mal à joindre les deux bouts. Et la réponse du gouvernement a parfois alimenté ces fractures.

## I- CEUX QUI PROFITENT DES CRISES

### A. Après le jackpot du coronavirus, les milliardaires globalement épargnés par la crise de la vie chère

Depuis début 2020, les milliardaires se sont enrichis de plus de 200 milliards d'euros (+59%).<sup>1</sup> La réponse publique à la crise du coronavirus a provoqué la hausse la plus importante jamais enregistrée de fortune des milliardaires. En France les milliardaires ont ainsi gagné près de 220md€ entre mars 2020 et mars 2021. La fin de cette intervention publique combinée à l'invasion de l'Ukraine par la Russie a fait reculer les marchés financiers pendant quelques mois entraînant à la baisse la fortune des milliardaires français (-19md€).



De quoi s'inquiéter ? Pas vraiment : **5 milliardaires français sur 6 sont plus riches aujourd'hui qu'ils ne l'étaient avant le début de la pandémie.** Un chiffre qui pourrait augmenter : les milliardaires français ont regagné plus de 64 milliards d'euros en l'espace de quelques semaines de novembre alors que les marchés repartent à la hausse.

A eux seuls, depuis le début de la pandémie, **les 10 premiers milliardaires français ont augmenté leur fortune de 189 milliards d'euros, l'équivalent de deux ans de facture de gaz, d'électricité et de carburant des Français-e-s.**<sup>2</sup> Bernard Arnault est l'homme le plus riche au monde, depuis le début de la crise, sa fortune a doublé. Il possède une fortune équivalente à celle de 20 millions de Français-e-s.<sup>3</sup>

## EVOLUTION DE LA FORTUNE DES 10 PREMIERS MILLIARDAIRES FRANÇAIS DEPUIS LE DÉBUT DE LA CRISE (MILLIARDS D'EUROS)

NOM	FORTUNE 2020	FORTUNE 2022	AUGMENTATION TOTALE	EVOLUTION
Bernard Arnault	85,7	179,0	93,3	x2
Francoise Bettencourt Meyers	55,2	72,9	17,7	+ 32%
Rodolphe Saadé	7,9	40,5	32,6	x5
François Pinault	30,5	36,6	6,1	+ 20%
Alain Wertheimer	19,3	32,6	13,3	+ 69%
Gerard Wertheimer	19,3	32,6	13,3	+ 69%
Emmanuel Besnier	14,3	16,9	2,6	+ 18%
Xavier Niel	6,9	8,1	1,2	+ 18%
Carrie Perrodo	3,4	8,2	4,8	x2,5
Vincent Bolloré	3,9	8,0	4,1	x2

Les impacts de la guerre en Ukraine se sont fait sentir jusque dans les nombreuses chaînes d'approvisionnement. Loin d'en souffrir, certains milliardaires en ont profité pour augmenter leur fortune. **En 2022, le milliardaire Rodolphe Saadé (3<sup>e</sup> fortune française), PDG et actionnaire majoritaire de l'entreprise de fret maritime CMA-CGM a ainsi vu sa fortune augmenter de 28,5 milliards d'euros.** En tout, depuis le début de la pandémie, sa fortune a été multipliée par 5. De même, Carrie Perrodo (9<sup>e</sup> fortune française), actionnaire majoritaire de l'entreprise pétrolière Perenco a vu sa fortune augmenter de près de 40% en 2022. Depuis le début de la pandémie, sa fortune a été multipliée par 2,5.

### DES MILLIARDAIRES QUI SURFENT SUR LES SUPERPROFITS DE CRISE

La guerre en Ukraine a provoqué une crise de l'énergie et une crise du coût de la vie. Certaines entreprises dans des secteurs comme le pétrole, le gaz, les transports ou l'agro-alimentaire ont profité de la guerre pour augmenter leurs marges et réaliser des superprofits. Loin d'être le résultat d'une innovation, ou d'un gain de productivité, ces profits « tombés du ciel » (windfall profits) sont des profits engrangés grâce à la guerre. Les 95 plus grandes entreprises de l'énergie et l'agro-alimentaire ont multiplié leurs profits par 2,5 (plus de 300 milliards d'euros). 84% des profits supplémentaires a été reversé aux actionnaires, alimentant la fortune des milliardaires de ces secteurs comme Rodolphe Saadé ou Carrie Perrodo.<sup>4</sup>

Ces profits tombés du ciel ne sont pas sans conséquence, ils ont tiré le prix de l'énergie (+28%<sup>5</sup>) et de nombreux aliments de première nécessité (+12%<sup>6</sup>) vers le haut. En France, plus de la moitié de l'augmentation du prix de l'énergie serait due aux marges exceptionnelles de ces quelques entreprises et près de 40% du prix pour les transports<sup>7</sup>, avec des répercussions sur l'essence, le gaz, mais aussi l'alimentation.

Selon le décompte de Forbes, la France compte aujourd'hui 42 milliardaires dont 6 femmes. En 10 ans, le nombre de milliardaires a été multiplié par 3, leur fortune a été multipliée par 4. Selon le décompte indépendant du Financial Times, 8 milliardaires sur 10 en France auraient hérité de leur fortune.<sup>8</sup> Le magazine Challenges recense lui plus de 100 milliardaires français-e-s.

La concentration des richesses ne se limite pas aux quelques dizaines de milliardaires. En France, plus de 120 000 personnes possèdent un patrimoine supérieur à 5 millions de dollars, plus de

6 000 personnes possèdent un patrimoine supérieur à 50 millions de dollars, selon la base de données indépendante Wealth-X.

## LES MILLIONNAIRES FRANÇAIS

	FORTUNE SUPÉRIEURE À 5 MILLIONS DE DOLLARS	EVOLUTION EN 10 ANS	FORTUNE SUPÉRIEURE À 50 MILLIONS DE DOLLARS	EVOLUTION EN 10 ANS
NOMBRE	122 575	10%	6 135	9%
FORTUNE (en milliards de dollars)	2 390	11%	1 064	12%

*Converties au taux de change USD/EUR en vigueur, cela représente une fortune cumulée de 2 338 milliards d'euros pour les Français-e-s avec un patrimoine net supérieur à 4,9 millions d'euros (5 millions de dollars), et de 1041 milliards d'euros pour les Français-e-s avec un patrimoine supérieur à 49 millions d'euros (50 millions de dollars).*

### B. Une France déjà fracturée par les inégalités avant la crise du coronavirus.

L'intervention des gouvernements et des banques centrales en réponse à la pandémie de coronavirus a permis de protéger une large partie de la population. Elle a aussi provoqué une accélération sans précédent de la richesse des milliardaires tout en laissant les plus précaires encore plus pauvres. La crise du coronavirus et la réponse du gouvernement ont exacerbé les fractures d'une France déjà traversée par les inégalités.

**Sur les 10 dernières années, en moyenne, pour 100€ de richesses créées en France, 35€ ont été captés par les 1% des Français-e-s les plus riches, 32€ par les 9% suivants. Les 50% les plus précaires n'en ont capté que 8€.<sup>9</sup>**

Comment un tel niveau d'inégalité est-il possible dans un pays réputé pour être aussi redistributif que la France ? Notre modèle de redistribution permet encore de corriger ces fortes inégalités en permettant de sortir 5 millions de personnes de la pauvreté en 2019, grâce à notre système de santé et de protection sociale.<sup>10</sup> Ce modèle porte avec lui la promesse républicaine d'égalité des chances.

Mais ce modèle est de plus en plus sous pression : services d'urgences fermés à l'été 2022, manque de professeurs dans les écoles, multiplication des délais d'attente pour accéder à un médecin. C'est le résultat d'une politique d'économie de bout de chandelle sur les services essentiels, une politique justifiée par le manque de moyens. Lors de son premier mandat, le président Emmanuel Macron expliquait alors qu'il n'y a « pas d'argent magique » tout en multipliant les baisses d'impôts visant les plus aisés et les grandes entreprises.

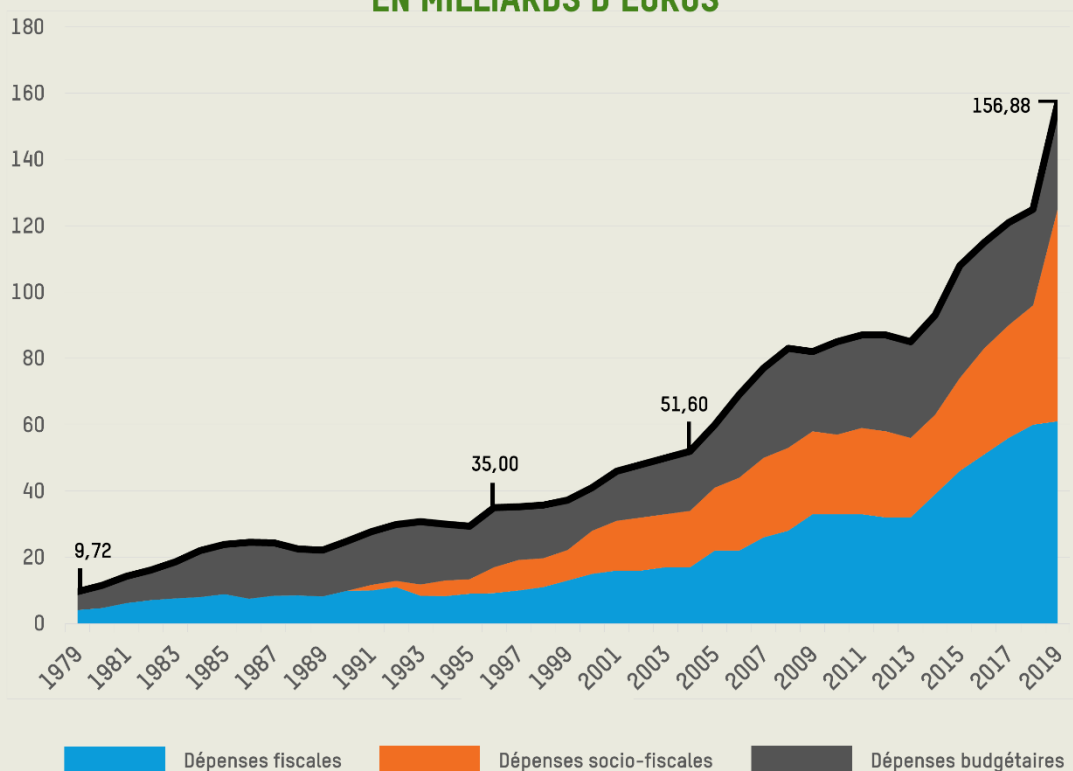
De la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (3,5 milliards d'euros) et la mise en place de la flat tax (1,5 milliards d'euros) en 2017 qui a bénéficié aux 1% les plus riches<sup>11</sup>, à la baisse de la taxe d'habitation pour les 20% plus aisés (6 milliards<sup>12</sup>) et la baisse de l'impôt sur le revenu (5 milliards d'euros<sup>13</sup>) en 2020 qui a profité à la moitié des français les plus aisés, le gouvernement a largement baissé l'imposition des plus riches. Pendant le premier quinquennat les 10% les plus riches ont capté 22% des baisses d'impôts; les 10% les plus précaires seulement 6%.<sup>14</sup>

Dans le même temps, le gouvernement a également baissé les impôts payés en majorité par les grandes entreprises : baisse de l'impôt sur les bénéfices de 33 à 25% (10 milliards d'euros) baisse des impôts de production (10 milliards d'euros).

### JACKPOT POUR LES GRANDES ENTREPRISES

Pour les grandes entreprises, les baisses d'impôts se cumulent avec des aides de l'Etat, de plus en plus importantes. Les gouvernements successifs ont multiplié les dispositifs pour venir en aide aux entreprises, en refusant systématiquement d'y adosser des contreparties en termes d'emploi, de transition écologique, de lutte contre la délocalisation ou contre les paradis fiscaux. En 40 ans, ces aides aux entreprises ont été multipliées par 15 selon une étude commandée par la CGT à l'IRESE et au CLERSE.<sup>15</sup> Elles représentaient 157 milliards d'euros en 2019, soit plus de 2 fois le budget cumulé dédié à l'écologie, aux transports, au logement et à l'appui aux territoires.<sup>16</sup> En 2021, elles pourraient avoir dépassé les 200 milliards.<sup>17</sup>

### LES AIDES AUX ENTREPRISES (1979-2019) EN MILLIARDS D'EUROS



Ces dizaines de milliards d'euros en moins par an manquent aujourd'hui pour financer nos services publics essentiels et servent de justification pour réduire le financement de notre assurance chômage et de nos retraites. Et le gouvernement ne compte pas s'arrêter là, il devrait procéder à une nouvelle baisse des impôts de production (7,5 milliards d'euros d'ici 2 ans)<sup>18</sup> et une réforme des droits de succession qui devrait bénéficier aux 10% les plus riches.

En économie, baisser les impôts des plus riches et des grandes entreprises dans l'espoir de relancer la croissance et, in fine, l'emploi, porte un nom : la théorie du ruissellement. Si le

président de la République refuse de reprendre à son compte le terme de ruissellement, il en applique les principes. Un nombre croissant d'études, y compris par le FMI<sup>19</sup>, montre pourtant que le ruissellement ne permet pas de relancer une croissance porteuse d'emploi mais favorise la concentration des richesses entre les mains des 20% les plus aisés.

### **LA CONCENTRATION DES RICHESSES : UN RISQUE POUR LA DÉMOCRATIE ?**

Les politiques de réduction des impôts des plus riches ne sont pas uniquement un enjeu de justice économique. En permettant une concentration accrue des richesses entre les mains de quelques-uns, les politiques fiscales donnent un pouvoir d'influence politique et médiatique disproportionné à une minorité d'ultra-riches.

En France, la concentration des médias interroge. Selon le décompte de Libération, 11 milliardaires français détiennent aujourd'hui plus de 80% des diffusions de titres de presse nationale, 57% des parts d'audience TV et 47% des parts d'audience radios.<sup>20</sup> Ces milliardaires utilisent leurs médias pour promouvoir leurs intérêts économiques ou politiques. L'économiste Julia Cagé<sup>21</sup> et la chercheuse Claire Sécail<sup>22</sup> ont ainsi démontré comment la reprise du groupe CNEWS avait permis d'augmenter le temps de passage de la droite et de l'extrême droite durant la présidentielle au détriment des autres partis.

Les nouveaux médias ne sont pas en reste : depuis son rachat en Octobre 2022 du réseau social Twitter, Elon Musk, un des hommes les plus riches au monde, a licencié une grande partie de l'équipe de modération des contenus permettant de protéger la parole des plus vulnérables<sup>23</sup>, réhabilité plusieurs comptes d'extrême droite bannis pour des appels à la haine<sup>24</sup> tout en supprimant des comptes de journalistes critiquant son action.<sup>25</sup>

Dans un contexte de crise où les plus riches se sont enrichis, de plus en plus de pays font le choix de faire payer la facture des crises aux plus aisés en mettant en place ou en renforçant des impôts sur les plus riches : en Argentine<sup>26</sup>, en Bolivie<sup>27</sup>, au Chili<sup>28</sup>, en Colombie<sup>29</sup>, en Espagne<sup>30</sup>, ou encore au Sri Lanka<sup>31</sup>. D'autres pays, comme, l'Allemagne<sup>32</sup> le Kenya<sup>33</sup>, le Canada<sup>34</sup>, la Chine<sup>35</sup>, les Pays-Bas<sup>36</sup> ou la Malaisie<sup>37</sup> réfléchissent à suivre le pas. **A trop s'entêter dans une position idéologique, la France pourrait se retrouver isolée.**

## **II- CEUX QUI SUBISSENT LA CRISE ET QUI VONT DEVOIR PAYER LA FACTURE**

### **A. Une majorité des français subit la hausse des prix, les plus précaires sont les plus touchés**

Malgré les pressions budgétaires dues aux baisses d'impôts sur les plus riches et les grandes entreprises, notre modèle de redistribution permet encore de limiter les inégalités de revenus. Mais la hausse des dépenses contraintes (le logement, les factures, l'alimentation, etc.) multiplie par 3 l'écart de revenu entre les 10% les plus riches et les 10% les plus précaires.<sup>38</sup> **Avant la crise de la vie chère, France Stratégie estimait que les plus précaires dépensaient 41% de leurs revenus dans les dépenses contraintes contre 28% pour les plus aisés.**<sup>39</sup> En 2022, selon le Secours Catholique, cette proportion monte à 60% pour les personnes rencontrées par l'association.<sup>40</sup>

## LES FEMMES EN PREMIÈRE LIGNE DES INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES

Les inégalités économiques entre les femmes et les hommes persistent et les réponses de l'Etat ne sont pas à la hauteur. Les femmes gagnent toujours en moyenne 28,5% moins que les hommes, tout temps de travail confondus et 15,8% de moins que les hommes à travail égal, elles sont donc plus impactées que les hommes par la hausse des prix.

Le gouvernement avait mis en place en 2018 un dispositif qui devait faire avancer l'égalité professionnelle : l'index pour l'égalité professionnelle. Néanmoins, les indicateurs de cet index permettent de minimiser la réalité des inégalités salariales en France. Pour preuve, 9 entreprises sur 10 en France ont un score satisfaisant n'appelant pas à prendre des mesures correctrices. En 2022, la note moyenne des entreprises françaises à cet index était de 86/100, loin de refléter la persistance des inégalités salariales. L'angle mort de cet index et de l'action des gouvernements successifs est la faible prise en compte des causes structurelles des inégalités de revenus entre les femmes et les hommes, à savoir la surreprésentation des femmes dans les métiers les moins rémunérés et les contrats précaires ainsi que le poids du travail domestique non-rémunéré porté de façon disproportionnée par les femmes.

+20% pour les pâtes. +29% pour le steak haché. +34% pour les légumes frais. Et jusqu'à +120% pour l'huile de tournesol.<sup>41</sup> L'invasion de la Russie par l'Ukraine a bouleversé les chaînes de distribution. Certaines entreprises, profitant de leur position dominante sur les marchés, ont spéculé sur les prix des denrées alimentaires<sup>42</sup> ou augmenter leurs marges. Les conséquences sont dramatiques, en particulier pour les plus précaires. **Selon la Banque centrale européenne, l'impact de l'inflation est deux fois plus élevé chez les ménages les plus précaires que chez les plus riches.**<sup>43</sup>

Dès décembre 2020, Emmanuel Macron promettait un chèque alimentaire mensuel pour que les personnes en situation de précarité puissent faire face à leurs dépenses alimentaires. Deux ans plus tard, la mesure n'a toujours pas été mise en place.<sup>44</sup> Pour faire face à l'explosion des prix, le gouvernement a finalement décidé de verser des primes exceptionnelles. Une première prime de 100€ a été versée à 38 millions de Français-e-s gagnant moins de 2000€ par mois en début d'année 2022.<sup>45</sup> Une seconde prime allant de 28 à 100€ a été versée à la rentrée 2022 à 11 millions de Français-e-s bénéficiaires de la prime d'activité ou de minimas sociaux.<sup>46</sup> A cela est venu s'ajouter le renouvellement de la prime d'activité pour les bas salaires. Selon l'INSEE, la réponse du gouvernement aux crises a exacerbé les inégalités en proposant des aides ponctuelles faibles pour les plus précaires contre des fortes baisses d'impôts pour les plus riches.<sup>47</sup>

Pour les plus précaires, l'aide est insuffisante. **4 Français-e-s sur 10 ont le sentiment de devoir se restreindre sur leur alimentation.**<sup>48</sup> **1 Français-e sur 10 dit avoir sauté des repas en 2022 faute de moyens.**<sup>49</sup> Parmi les plus modestes, 66% n'arrivent pas à garantir 3 repas équilibrés par jour à leur famille.<sup>50</sup>

Nombre de ces familles doivent se tourner vers l'aide alimentaire. Patrice Douret, directeur des Restos du cœur, estime que la fréquentation de ses établissements a augmenté de 12% en 6 mois, une situation qu'il n'a jamais connue. **Parmi les nouveaux arrivants, de nombreuses mères de familles, contraintes, selon ses mots, d'arbitrer entre « un litre de lait ou un litre d'essence ».**<sup>51</sup>

Car il n'y a pas que la nourriture qui augmente : les ménages paient leur énergie en moyenne 28% plus cher que l'an dernier.<sup>52</sup> Une fois de plus, les précaires sont les plus touchés par cette hausse.<sup>53</sup>

Pourtant, face à l'augmentation du prix de l'énergie, l'action du gouvernement français a été beaucoup plus importante que ses voisins européens. Si l'inflation augmente moins en France que dans d'autres pays, c'est notamment grâce à l'introduction du bouclier tarifaire qui limite la hausse du prix de l'énergie.

Ce dispositif, dont le coût est estimé à 45 milliards d'euros en 2022, a permis de geler le prix du gaz (contre une augmentation de 47% sans le bouclier tarifaire) et de limiter la hausse du prix de l'électricité à 7% pour les ménages (contre 35% sans le bouclier fiscal) pour une grande partie des ménages.<sup>54</sup> Les plus riches en sont les plus grands bénéficiaires : **quand l'Etat dépense 100€ pour plafonner le prix du gaz et de l'électricité, il distribue 7€ aux 10 % les plus précaires, contre 14€ aux 10 % les plus riches.**<sup>55</sup> Insuffisant pour protéger les Français-e-s : selon l'INSEE, les ménages ont perdu en moyenne 720€ de pouvoir d'achat malgré les différentes mesures du gouvernement.<sup>56</sup> Tous ne sont pas logés à la même enseigne : le bouclier tarifaire protège mieux les cadres, tandis que les ouvriers, les employés et les agriculteurs sont plus impactés.<sup>57</sup>

Si le blocage des prix était nécessaire pour protéger les plus précaires, le calibrage de la mesure interroge. Pour le Réseau Action Climat, le bouclier tarifaire ne permet pas de compenser totalement la hausse des prix pour les plus précaires, notamment les 12 millions de foyers en situation de précarité énergétique. Dans le même temps, il vient soutenir la consommation des plus aisés, les premiers à devoir réduire leur empreinte carbone et grève les moyens de l'Etat dans l'investissement pour la transition bas-carbone.<sup>58</sup> Malgré des tentatives de députés de plusieurs groupes de concentrer les bénéfices du bouclier tarifaire sur ceux qui en ont vraiment besoin, le gouvernement refuse de modifier son dispositif.<sup>59</sup>

Le constat est identique en matière d'essence. Face à l'augmentation des coûts, le gouvernement a pris en charge une remise à la pompe fixée à 15 centimes en mars 2022, portée à 30 centimes à la rentrée avant d'être ramenée à 10 centimes en novembre 2022.<sup>60</sup> Comme pour le bouclier tarifaire, les grands bénéficiaires de la mesure sont les plus riches : **quand l'Etat dépense 100€ pour réduire le prix de l'essence, il distribue 6€ aux 10 % les plus précaires, contre 12€ aux 10 % les plus riches.**<sup>61</sup> Et comme pour le bouclier tarifaire, le calibrage de la mesure interroge : pas assez important pour protéger les plus précaires, trop généreux avec les plus riches qui sont ceux qui utilisent plus les voitures les plus consommatrices.<sup>62</sup> A tel point que le gouvernement a annoncé faire évoluer son dispositif d'aide à la pompe pour le concentrer sur les plus précaires.<sup>63</sup> Sans pour autant couvrir tous les précaires : les personnes au chômage sont par exemple exclues du dispositif.<sup>64</sup>

Car jusqu'à présent, mises ensemble, ces mesures ne sont pas suffisantes pour limiter les dégâts chez ceux qui en ont le plus besoin. **2 Français-e-s sur 10 n'ont pas réussi à payer l'ensemble de leurs factures** en temps et en heure en 2022, avec des proportions plus élevées chez les agriculteurs, les petits artisans, les chômeurs et les bas revenus.<sup>65</sup> **Plus de 3 Français-e-s sur 10 ont restreint leurs déplacements.**<sup>66</sup> Certains sont contraints d'arbitrer, et pour payer des factures plus chères, ils renoncent à d'autres choses : **plus d'un-e Français-e sur 10 a renoncé à se soigner faute de moyens.**<sup>67</sup>



## **FACTURES PRIVÉES, FACTURE PUBLIQUE : LA FRANCE PAIE LE COÛT DE L'INACTION CLIMATIQUE**

Malgré le coût important pour les finances publiques des dispositifs votés, le gouvernement n'excluait pas d'avoir recours à des coupures d'électricité ciblées pour soulager le réseau durant l'hiver. Le bouclier tarifaire pour limiter les prix du gaz et de l'électricité devrait pourtant coûter à lui seul 45 milliards d'euros.<sup>68</sup> Les différentes remises à la pompe 7,6 milliards d'euros.<sup>69</sup> Ce coût, supporté par la puissance publique, est celui de l'inaction climatique, qui rend la France aussi dépendante aux ressources fossiles.

**Si une réponse d'urgence calibrée pour protéger les plus précaires est nécessaire, la seule solution pérenne est de réduire notre dépendance aux énergies fossiles.** Cela passe par un investissement massif dans la rénovation thermique, pour baisser nos besoins de chauffage. Par le développement de modes de transports bas-carbone (transports en commun, vélo, etc.) et par le réaménagement de services publics de proximité, pour baisser notre dépendance à la voiture. Sans cette réponse systémique, nous serons condamnés à mobiliser des moyens toujours plus importants face aux crises qui se multiplient, et condamner des millions de Français-e-s à une sobriété contrainte.

Alors que le gouvernement n'a pas hésité à déboursé plus de 50 milliards d'euros pour limiter la hausse des prix, il est inquiétant de voir que les investissements dans la rénovation thermique, le développement du train ou les services publics sont en deçà de ce qui est nécessaire pour garantir une transition bas-carbone juste.

Pourquoi, alors que le gouvernement français a mieux enrayé l'inflation que ses voisins européens, observe-t-on une paupérisation des Français-e-s face à la crise ? Si le prix des biens de premières nécessités ont moins augmenté que dans d'autres pays, ils ont tout de même augmenté, et là où plusieurs pays ont mis en place des mesures de revalorisation des salaires, la France ne l'a pas fait, préférant des mesures ponctuelles et des primes aux hausses de salaires. **Selon l'OCDE, la France est le pays qui a subi la plus forte baisse des revenus réels au 2e trimestre 2022**, là où la majorité des autres pays ont progressé.<sup>70</sup> Contenir le taux d'inflation ne signifie donc pas nécessairement protéger le pouvoir d'achat.

Cela signifie au contraire **une hausse de la pauvreté en France « inédite depuis de très nombreuses années » selon les mots d'Olivier de Schutter, rapporteur spécial de l'ONU** sur les droits humains et l'extrême pauvreté, qui dénonce un recul sans précédent de la lutte contre la pauvreté.<sup>71</sup>

### **B. Les plus précaires vont payer la facture du quoi qu'il en coûte**

Le gouvernement a dépensé plusieurs dizaines de milliards d'euros pour protéger les Français-e-s de la hausse des prix de l'énergie. Les mesures ont bénéficié proportionnellement plus aux plus précaires. Dans le même temps, les plus riches ont été les principaux bénéficiaires de baisses d'impôts massives.

Ces dizaines de milliards d'aides et de baisses d'impôts doivent être remboursés. Ils viennent s'ajouter à la facture de la politique du « quoi qu'il en coûte » durant la pandémie de coronavirus. Au remboursement de ces dizaines de milliards d'euros vient également s'ajouter l'objectif que s'est fixé le gouvernement de revenir vers un équilibre budgétaire à l'horizon 2027.

Qui va donc payer la facture du « quoi qu'il en coûte » qui a bénéficié proportionnellement plus aux plus riches ? Jusqu'à présent, le gouvernement refuse obstinément de faire contribuer les plus riches à travers une imposition réformée sur la fortune. Même son de cloche sur les entreprises qui profitent de la crise. Après avoir nié l'existence même des superprofits pendant des mois, Bruno Le Maire a été contraint d'appliquer une taxation a minima : malgré les dizaines de milliards de superprofits réalisés par les entreprises comme Total sur le dos de la crise, le gouvernement prévoit que sa taxe ne devrait rapporter que 200 millions d'euros<sup>72</sup>

Pire, le gouvernement continue de baisser les impôts des grandes entreprises, dont certaines réalisent des superprofits, à travers une nouvelle baisse des impôts de production de 7,5 milliards d'euros d'ici deux ans.

### **LES COLLECTIVITÉS LOCALES, AUTRES PERDANTS DES CHOIX GOUVERNEMENTAUX**

La baisse de plusieurs dizaines de milliards d'impôts de production payés par les grandes entreprises fait un autre perdant : les collectivités locales.

**D'après Standard&Poor, la dernière suppression d'impôt de production représente un manque à gagner de 3 milliards d'euros pour les collectivités territoriales.**<sup>73</sup> Cette suppression s'inscrit dans une tendance : entre 2017 et 2021, ils auraient baissé de 25 milliards d'euros selon l'Observatoire de la justice fiscale. Le tout dans un contexte de transfert de plus en plus accru de compétences aux collectivités territoriales. Faire plus avec moins de moyens.<sup>74</sup>

L'Etat s'est engagé à compenser « à l'euro près » le manque à gagner dû à la suppression des impôts de production, mais souhaite conditionner dans le même temps les dotations des collectivités territoriales à une réduction de leur dépense. Ce chantage à la dépense publique est particulièrement problématique au moment où de nombreuses collectivités doivent faire face à la hausse des prix de l'énergie, n'étant pas couvertes par le bouclier tarifaire.

Philippe Rio, maire de Grigny, élu meilleur maire du monde en 2021<sup>75</sup>, dénonce ainsi « **la réalité des maires tenus d'arbitrer, pour boucler leur budget face au tsunami de l'augmentation des dépenses [d'énergie], entre baisser le chauffage dans les écoles, fermer les piscines, augmenter le prix de la cantine, ou la taxe foncière** ». <sup>76</sup>

Plutôt que de faire contribuer ceux qui profitent de la crise, le gouvernement table sur une baisse des dépenses dans les services publics et la protection sociale qui bénéficient plus aux plus précaires.

A partir du 1<sup>er</sup> février 2023, le gouvernement devrait ainsi réduire les dépenses de 4 milliards d'euros par an en modulant les allocations chômage perçues par les allocataires en fonction de la conjoncture économique, une réforme dénoncée unanimement par l'ensemble des syndicats. Les bénéficiaires des allocations chômage devraient ainsi perdre un quart des prestations pour lesquels ils ont cotisé, et le nombre de chômeurs indemnisés baisser de 12%.<sup>77</sup> Cette mesure

vient compléter une première réforme de l'assurance chômage, décidée par décret en 2021, qui a déjà provoqué une baisse moyenne des indemnités de 16%.<sup>78</sup>

Pas suffisant pour équilibrer les recettes. En décembre, le gouvernement a ainsi annoncé une nouvelle réforme des retraites visant à repousser l'âge de départ à 65 ans. Objectif : combler un déficit estimé à 12 milliards d'euros par an<sup>79</sup>, à peine 2% de la fortune des

millionnaires français. Cette réforme est profondément injuste : A 62 ans, un quart des hommes les plus pauvres en France sont déjà morts contre 5% des plus riches.<sup>80</sup>



### III. LES SOLUTIONS POUR PROTÉGER LES FRANÇAIS-E-S DES CRISES

La crise nécessite une réponse immédiate pour protéger les plus vulnérables. Mais des transformations radicales sont nécessaires pour limiter notre dépendance aux fossiles et bâtir une économie plus résiliente et plus juste. Il est possible de financer ces mesures de manière équitable. Oxfam France formule une série de recommandations pour couvrir ces trois aspects.

#### A. Protéger les Français-e-s de la crise

1. Augmenter le salaire minimum et convoquer une conférence des salaires pour protéger les bas salaires des impacts de la crise de la vie chère
2. Mettre en place des aides ciblées en complément des hausses de salaires pour les plus vulnérables : chèque énergie, chèque alimentaire.

#### B. Réponse structurelle : diminuer les dépenses contraintes et sortir de notre dépendance aux fossiles

1. Dégager des moyens supplémentaires pour la rénovation thermique pour mettre fin aux passoires thermiques et limiter la dépendance au gaz : au moins 3 milliard de plus chaque année. Cibler les aides vers les plus modestes pour leur garantir un reste à charge de 0€.
2. Investir dans la maintenance et le développement de transports en commun du quotidien et la mobilité douce pour limiter la dépendance à la voiture : au moins 3 milliards d'euros par an pour le train (développement et entretien de lignes de desserte fine, RER métropolitains), et 1 milliard d'euros pour les autres transports en commun et le vélo (plan vélo ambitieux, bus à haut niveau de service).
3. Mettre en place des tarifications progressives de l'eau et de l'énergie pour garantir à chacun un accès de base tout en désincitant les abus. Des mesures particulières doivent être prises pour les passoires thermiques.

**4. Garantir un accès de proximité aux services publics** et lutter contre les déserts médicaux à travers la construction de structures de proximité (en matière de santé, d'éducation, de service à la personne, etc.), en recrutant et en revalorisant les carrières.

## **C. Ceux qui ont profité de la crise doivent payer la facture**

### **1. Taxer les plus riches :**

> A travers le rétablissement d'un impôt de solidarité sur les grandes fortunes repensé, qui prend en compte les failles du précédent dispositif et intègre un malus indexé sur l'empreinte carbone de leurs investissements.

> A travers la fin de la flat tax de manière à appliquer le même barème aux revenus du travail et du capital.

> A travers une réforme des droits de succession qui simplifie le système et cible les super-héritages : introduction d'un abattement unique à vie, suppression des niches fiscales, etc.

### **2. Taxer les superprofits**

> A travers une taxe qui couvre l'ensemble des secteurs ayant profité de la crise, avec une base fiscale moins vulnérable à l'évasion fiscale.<sup>81</sup>

### **3. Lutter réellement contre l'évasion fiscale**

> A travers un impôt minimum effectif pour les multinationales : supérieur à 15% des bénéfices, sans exonération pour lutter contre les paradis fiscaux.

> A travers une taxation unitaire qui permet de taxer les multinationales là où elles ont une activité économique réelle (salariés, ventes, actifs).

> A travers le rétablissement d'une exit tax pour lutter contre les riches particuliers qui délocalisent leurs actifs.

**L'ensemble de ces mesures pourraient rapporter entre 60 et 80 milliards d'euros de recettes supplémentaires par an.**<sup>82</sup> Les différentes mesures fiscales sont détaillées dans le manifeste fiscal publié par Oxfam France en décembre 2021.<sup>83</sup>

---

Les sources en ligne ont été consultées le 6 janvier 2023.

- <sup>1</sup> Sauf mention contraire, les données relatives à la fortune des milliardaires sont issues du classement Forbes au 30 novembre 2022. Les données sont corrigées de l'inflation et converties en euros. Voir note méthodologique.
- <sup>2</sup> Allianz estime que la facture annuelle moyenne des ménages français pour le gaz, l'électricité et le carburant sera de 2 800 euros. Les détails du calcul sont en note méthodologique.  
Allianz (2022), The (energy) price of war for European households  
[https://www.allianz.com/en/economic\\_research/publications/specials\\_fmo/2022\\_03\\_04\\_Energyinflation.html](https://www.allianz.com/en/economic_research/publications/specials_fmo/2022_03_04_Energyinflation.html)
- <sup>3</sup> Voir note méthodologique
- <sup>4</sup> Oxfam International (2023) La loi du plus riche, [https://www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2023/01/Davos\\_2023\\_full-report\\_English\\_EMBARGOED.pdf](https://www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2023/01/Davos_2023_full-report_English_EMBARGOED.pdf)
- <sup>5</sup> UFC Que Choisir (2022) Pouvoir d'achat : Le secteur alimentaire subit durement la flambée de l'énergie  
<https://www.quechoisir.org/actualite-pouvoir-d-achat-octobre-2022-le-secteur-alimentaire-subit-durement-la-flambee-de-l-energie-n103723/>
- <sup>6</sup> Ibid.
- <sup>7</sup> INSEE (2022) Refroidissement : note de conjoncture  
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/6677413?sommaire=6677447>
- <sup>8</sup> Financial Time (2021) The billionaire boom: how the super-rich soaked up Covid cash  
<https://www.ft.com/content/747a76dd-f018-4d0d-a9f3-4069bf2f5a93>
- <sup>9</sup> Données publiées par le Crédit Suisse. Voir note méthodologique.
- <sup>10</sup> DREES (2019) Minima Sociaux et Prestations Sociales : ménages aux revenus modestes et redistribution  
<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-documents-de-referance-communique-de-presse/panoramas-de-la-drees/minima-sociaux-et#toc--historique->
- <sup>11</sup> France Stratégie (2021) Troisième Rapport sur la fiscalité du capital  
[https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-2021-troisieme\\_rapport-fiscalite\\_du\\_capital-octobre.pdf](https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-2021-troisieme_rapport-fiscalite_du_capital-octobre.pdf)
- <sup>12</sup> Alternatives Economiques (2019) Exonération totale de la taxe d'habitation : une mesure taillée pour les plus riches  
<https://www.alternatives-economiques.fr/exoneration-totale-de-taxe-dhabitation-une-mesure-taillee-plus/00086524>
- <sup>13</sup> Oxfam France (2019) La réforme qui valait 5 milliards  
[https://www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2019/06/Rapport\\_Oxfam\\_Impot\\_sur\\_le\\_revenu\\_niches\\_fiscales\\_010719.pdf](https://www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2019/06/Rapport_Oxfam_Impot_sur_le_revenu_niches_fiscales_010719.pdf)
- <sup>14</sup> Alternatives Economiques (2021) Les 10 % les plus riches recevraient 22 % des mesures redistributives du quinquennat  
<https://www.alternatives-economiques.fr/10-plus-riches-recevraient-22-mesures-redistributives-quinque/00100746>
- <sup>15</sup> IRES (2022) Un capitalisme sous perfusion : mesure, théories et effets macroéconomiques des aides publiques aux entreprises françaises  
<http://www.ires.fr/index.php/etudes-recherches-ouvrages/etudes-des-organisations-syndicales/item/6572-un-capitalisme-sous-perfusion-mesure-theories-et-effets-macroeconomiques-des-aides-publiques-aux-entreprises-francaises>
- <sup>16</sup> Ministère de l'écologie (2022) Dossier de presse sur le projet de loi de finances 2023  
[https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/22155\\_PLF\\_2023\\_MTE-MTECT-VF.pdf](https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/22155_PLF_2023_MTE-MTECT-VF.pdf)
- <sup>17</sup> Une mise à jour de l'étude a été publiée sur Twitter quelques jours avant la sortie de ce rapport. Voir  
[https://twitter.com/Mathieu\\_Cocq/status/1610902362700259328?s=20&t=InAboV-qRM7omfIU8ZzOww](https://twitter.com/Mathieu_Cocq/status/1610902362700259328?s=20&t=InAboV-qRM7omfIU8ZzOww)
- <sup>18</sup> Les Echos (2022) Budget 2023 : la baisse des impôts de production se fraye un chemin à l'Assemblée  
<https://www.lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/budget-2023-la-baisse-des-impots-de-production-se-fraye-un-chemin-a-l-assemblee-1866865>
- <sup>19</sup> FMI. (2015). Causes and Consequences of Income Inequality: A Global Perspective.  
<https://www.imf.org/en/Publications/Staff-Discussion-Notes/Issues/2016/12/31/Causes-and-Consequences-of-Income-Inequality-A-Global-Perspective-42986>
- <sup>20</sup> [https://www.liberation.fr/checknews/est-il-vrai-que-90-des-grands-medias-appartiennent-a-neuf-milliardaires-20220227\\_7J3H2INMD5G0PBN7YJ77C33KRY/?redirected=1](https://www.liberation.fr/checknews/est-il-vrai-que-90-des-grands-medias-appartiennent-a-neuf-milliardaires-20220227_7J3H2INMD5G0PBN7YJ77C33KRY/?redirected=1)
- <sup>21</sup> Julia Cagé (2022) Pour une télé libre, Contre Bolloré, <https://www.seuil.com/ouvrage/pour-une-tele-libre-julia-cage/9782021497397>
- <sup>22</sup> Mediapart (2022) Claire Secail: «Oui, 'Touche pas à mon poste' banalise l'extrême droite »  
<https://www.mediapart.fr/journal/france/281021/claire-secail-oui-touche-pas-mon-poste-banalise-l-extreme-droite>
- <sup>23</sup> Independent (2022), Elon Musk fires thousands of outsourced Twitter content moderators without warning  
<https://www.independent.co.uk/independentpremium/world/elon-musk-twitter-layoffs-moderators-b2224818.html>
- <sup>24</sup> Euronews (2022), Which controversial figures has Elon Musk reinstated on Twitter?,  
<https://www.euronews.com/next/2022/12/02/which-controversial-figures-has-elon-musk-reinstated-on-twitter>

- 
- <sup>25</sup> Numerama (2022), Vive la liberté d'expression : Elon Musk bannit de Twitter des journalistes qui le critiquent <https://www.numerama.com/tech/1213234-vive-la-liberte-dexpression-elon-musk-bannit-de-twitter-des-journalistes-qui-le-critiquent.html>
- <sup>26</sup> Bloomberg (2021), Argentina Wealth Tax Fought by the Rich Raises \$2.4 Billion <https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-05-03/argentina-wealth-tax-fought-by-millionaires-raises-2-4-billion#xj4y7vzkg>
- <sup>27</sup> Orbitax (2021), Bolivia Approves New Wealth Tax <https://www.orbitax.com/news/archive.php/Bolivia-Approves-New-Wealth-Ta-44923>
- <sup>28</sup> STEP (2022), Chilean reform to introduce wealth tax <https://www.step.org/industry-news/chilean-reform-introduce-wealth-tax>
- <sup>29</sup> The Guardian (2022), Colombia's leftwing government unveils tax-the-rich plan to tackle poverty <https://www.theguardian.com/world/2022/aug/26/colombia-tax-the-rich-plan-poverty-gustavo-petro>
- <sup>30</sup> Business Insider (2022) Spain is doubling down on taxing the rich with a so-called 'solidarity tax' on 23,000 super wealthy people, <https://www.businessinsider.com/spain-wealth-solidarity-tax-rich-soaring-inflation-money-assets-levy-2022-9?r=US&IR=T>
- <sup>31</sup> Bloomberg UK. (2022). Sri Lanka Proposes Return to Higher Tax Rates to Win IMF Loan. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-05-31/sri-lanka-says-tax-cuts-sparked-crisis-raises-rates>
- <sup>32</sup> Le Monde (2022), En Allemagne, le conseil des sages recommande de taxer temporairement les plus riches, [https://www.lemonde.fr/economie/article/2022/11/10/en-allemande-le-conseil-des-sages-recommande-de-taxer-temporairement-les-plus-riches\\_6149289\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2022/11/10/en-allemande-le-conseil-des-sages-recommande-de-taxer-temporairement-les-plus-riches_6149289_3234.html)
- <sup>33</sup> The East African. (2022). Ruto pledges wealth tax on tycoons to fix Kenya's budget. <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/business/ruto-pledges-wealth-tax-on-tycoons-to-fix-budget-3968128>
- <sup>34</sup> Reuter (2021), Canada's 'tax the rich' plan leaves big debt risk untouched <https://www.reuters.com/business/canadas-tax-rich-plan-leaves-big-debt-risk-untouched-2021-10-18/>
- <sup>35</sup> Bloomberg (2022), Xi's Vow to Regulate Wealth Spurs Calls for Taxing the Rich <https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-10-20/xi-s-vow-on-wealth-regulation-ignites-calls-for-taxing-the-rich#xj4y7vzkg>
- <sup>36</sup> Government of the Netherlands (2022) Tax Plan 2023: a better balance between tax on labour and tax on wealth <https://www.government.nl/latest/news/2022/09/20/tax-plan-2023-a-better-balance-between-tax-on-labour-and-tax-on-wealth>
- <sup>37</sup> Malaysia Now (2022) PSM tells how taxing nation's richest men can replenish lost GST revenue <https://www.malaysianow.com/news/2022/06/03/psm-tells-how-taxing-nations-richest-men-can-replenish-lost-gst-revenue>
- <sup>38</sup> Benjamin Brice (2022), La sobriété gagnante, <https://lasobrietegagnante.fr/>
- <sup>39</sup> France Stratégie (2021) Les dépenses pré-engagées : près d'un tiers des dépenses des ménages en 2017 [https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-2021-na\\_102-depenses\\_pre-engagees.pdf](https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-2021-na_102-depenses_pre-engagees.pdf)
- <sup>40</sup> Secours Catholique – Caritas France (2022) Etat de la pauvreté en France 2022, [https://www.secours-catholique.org/sites/default/files/03-Documents/RS22%2BCouvBD\\_0.pdf](https://www.secours-catholique.org/sites/default/files/03-Documents/RS22%2BCouvBD_0.pdf)
- <sup>41</sup> INSEE (2022) France: Portrait Social 2022 <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6535307>
- <sup>42</sup> Oxfam France (2022) Cartes sur tables, <https://www.oxfamfrance.org/rapports/cartes-sur-table/>
- <sup>43</sup> Les Echos (2022) En Europe, l'inflation frappe d'avantage les plus pauvres <https://www.lesechos.fr/monde/europe/en-europe-linflation-frappe-davantage-les-plus-pauvres-1880711>
- <sup>44</sup> Verbatim issu d'un tweet d'Emmanuel Macron en date du 14 décembre 2020 <https://twitter.com/EmmanuelMacron/status/1338584079453839373>
- <sup>45</sup> DILA (2022) Indemnité inflation de 100 euros : qui peut en bénéficier et dates de versement ? <https://www.service-public.fr/particuliers/actualites/A15307>
- <sup>46</sup> L'internaute (2022) Prime inflation: pourquoi je n'ai pas reçu le dernier versement? <https://www.linternaute.com/argent/guide-de-vos-finances/2577420-prime-inflation-pourquoi-je-n-ai-pas-recu-le-dernier-versement/>
- <sup>47</sup> INSEE (2022), France Portrait social 2022, op.cit.
- <sup>48</sup> Crédoc (2022) Consommations et modes de vie, <https://www.credoc.fr/download/pdf/4p/CMV324.pdf>
- <sup>49</sup> Secours Populaire (2022) Ipsos x Secours Populaire français : Observatoire de la pauvreté en Europe <https://www.secourspopulaire.fr/ipsos-x-secours-populaire-francais-observatoire-de-la-pauvrete-et-de-la-precarite-sondage-europe>
- <sup>50</sup> Ibid.
- <sup>51</sup> Le Parisien (2022) Le cri d'alarme du patron des restos du Coeur: "C'est une situation qu'on a jamais connue" [https://authentication.leparisien.fr/connexion/?redirect\\_url=https://www.leparisien.fr/societe/le-cri-dalarme-du-patron-des-restos-du-coeur-cest-une-situation-quon-na-jamais-con nue-19-11-2022-ATOQGTTRDDVH6LD2NXQWXIJI37A.php](https://authentication.leparisien.fr/connexion/?redirect_url=https://www.leparisien.fr/societe/le-cri-dalarme-du-patron-des-restos-du-coeur-cest-une-situation-quon-na-jamais-con nue-19-11-2022-ATOQGTTRDDVH6LD2NXQWXIJI37A.php)

- 
- <sup>52</sup> INSEE (2022) La flambée des prix de l'énergie : un effet sur l'inflation réduit de moitié par le « bouclier tarifaire »  
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/6524161>
- <sup>53</sup> Les Echos (2022), En Europe, l'inflation frappe d'avantage les plus pauvres, op. cit.
- <sup>54</sup> INSEE (2022) La flambée des prix de l'énergie : un effet sur l'inflation réduit de moitié par le « bouclier tarifaire », op. cit.
- <sup>55</sup> ASTERES (2022) Les mesures visant à limiter la hausse des prix sur les carburants et l'énergie abaissent l'inflation de 1,7 point.  
<https://asteres.fr/les-mesures-visant-a-limiter-la-hausse-des-prix-sur-les-carburants-et-lenergie-abaissent-linflation-de-1-7-point/>
- <sup>56</sup> INSEE (2022) Entre janvier 2021 et juin 2022, la hausse des prix de l'énergie a entraîné une perte de pouvoir d'achat, malgré la mise en œuvre des mesures exceptionnelles  
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/6655850>
- <sup>57</sup> Réseau Action Climat (2022) 67 milliards d'euros d'argent public qui contribuent au changement climatique.  
<https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2022/12/depenses-nefastes-reseau-action-climat.pdf>
- <sup>58</sup> Ibid.
- <sup>59</sup> LCP (2022) Extrait des Questions au gouvernement du 12 octobre 2022  
<https://twitter.com/LCP/status/1580197918988177408>
- <sup>60</sup> DILA (2022) Prix des carburants : remise de 10 centimes d'euro depuis le 16 novembre 2022  
<https://www.service-public.fr/particuliers/actualites/A15912#:~:text=Initialement%20pr%C3%A9vue%20jusqu'au%2031,d%C3%A9cret%20du%2025%20octobre%202022>
- <sup>61</sup> ASTERES (2022) Les mesures visant à limiter la hausse des prix sur les carburants et l'énergie abaissent l'inflation de 1,7 point, op. cit.
- <sup>62</sup> Transport&Environment (2022) A dereliction of fuel duty: Europe's €9 billion gift to Putin and the rich  
[https://www.transportenvironment.org/wp-content/uploads/2022/03/2022\\_03\\_study\\_fuel\\_excise\\_duty\\_measures.pdf](https://www.transportenvironment.org/wp-content/uploads/2022/03/2022_03_study_fuel_excise_duty_measures.pdf)
- <sup>63</sup> Europe 1 (2022) L'aide au carburant fait son retour en 2023, mais uniquement pour les gros rouleurs  
<https://www.europe1.fr/economie/laide-carburant-fait-son-retour-en-2023-mais-pour-les-gros-rouleurs-uniquement-4144291>
- <sup>64</sup> Capital (2022) Carburants : une aide de 100 euros pour les 10 millions de français les plus modestes  
<https://www.capital.fr/votre-argent/carburants-une-aide-de-100-euros-pour-les-10-millions-de-francais-les-plus-modestes-1454060>
- <sup>65</sup> CREDOC (2022) Observatoire des vulnérabilités 2022, Crise énergétique : une sobriété surtout contrainte, difficilement pérenne  
<https://www.credoc.fr/publications/crise-energetique-une-sobriete-surtout-contrainte-difficilement-perenne>
- <sup>66</sup> <https://www.secourspopulaire.fr/ipsos-x-secours-populaire-francais-observatoire-de-la-pauvrete-et-de-la-precarite-sondage-europe>
- <sup>67</sup> Ibid.
- <sup>68</sup> Le Monde (2022) Crise énergétique: l'exécutif débloque 45 milliards d'euros pour prolonger le bouclier tarifaire  
[https://www.lemonde.fr/energies/article/2022/09/14/crise-energetique-l-executif-debloque-45-milliards-d-euros-pour-prolonger-le-bouclier-tarifaire\\_6141645\\_1653054.html](https://www.lemonde.fr/energies/article/2022/09/14/crise-energetique-l-executif-debloque-45-milliards-d-euros-pour-prolonger-le-bouclier-tarifaire_6141645_1653054.html)
- <sup>69</sup> Public Sénat (2022) Ristourne sur les carburants: le coût grimpe pour l'Etat après la prolongation  
<https://www.publicsenat.fr/article/parlementaire/ristourne-sur-les-carburants-le-cout-grimpe-pour-l-etat-apres-la-prolongation>
- <sup>70</sup> OCDE (2022) Croissance et bien être économique au deuxième trimestre 2022  
[https://www.oecd.org/fr/presse/croissance-et-bien-etre-economique-deuxieme-trimestre-2022-ocde.htm#:~:text=7%20nov%202022%20%2D%20Le%20revenu,par%20t%C3%AAte%20\(graphique%201\)](https://www.oecd.org/fr/presse/croissance-et-bien-etre-economique-deuxieme-trimestre-2022-ocde.htm#:~:text=7%20nov%202022%20%2D%20Le%20revenu,par%20t%C3%AAte%20(graphique%201))
- <sup>71</sup> France Info (2022) Le recul dans la lutte contre la pauvreté en France est sans précédent selon le Rapporteur spécial de l'ONU sur les droits humains et l'extrême pauvreté  
[https://www.francetvinfo.fr/economie/pouvoir-achat/le-recul-dans-la-lutte-contre-la-pauvrete-en-france-est-sans-precedent-selon-le-rapporteur-special-de-l-onu-sur-les-droits-humains-et-l-extreme-pauvrete\\_5503668.html#xtor=CS2-765-\[autres\]-](https://www.francetvinfo.fr/economie/pouvoir-achat/le-recul-dans-la-lutte-contre-la-pauvrete-en-france-est-sans-precedent-selon-le-rapporteur-special-de-l-onu-sur-les-droits-humains-et-l-extreme-pauvrete_5503668.html#xtor=CS2-765-[autres]-)
- <sup>72</sup> Les Echos (2022) La taxation exceptionnelle de Total ne rapportera que 200 millions d'euros  
<https://www.lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/la-taxation-exceptionnelle-de-total-ne-rapportera-que-200-millions-deuros-1867924>
- <sup>73</sup> L'estimation est issue d'un document de Standard&Poor's relayé par la journaliste Jade Grandin de l'Eprevier qui n'a pas été rendu public. Voir  
[https://twitter.com/JadeGrandin/status/1595735103417847812?s=20&t=U5IYF\\_v2TDsTdr5GGDYhMw](https://twitter.com/JadeGrandin/status/1595735103417847812?s=20&t=U5IYF_v2TDsTdr5GGDYhMw)
- <sup>74</sup> Observatoire de la justice fiscale (2022) Des impôts locaux à l'agonie  
<https://obs-justice-fiscale.attac.org/actualites/article/des-impots-locaux-a-l-agonie>
- <sup>75</sup> Le Figaro (2021) Philippe Rio, maire de Grigny, élu meilleur maire du monde  
<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/philippe-rio-maire-de-grigny-elu-meilleur-maire-du-monde-20210914>
- <sup>76</sup> L'Humanité (2022) Certains maires amers  
[https://www.eppure.fr/kiosque\\_premium/l-humanite/2022-11-28/sommaire](https://www.eppure.fr/kiosque_premium/l-humanite/2022-11-28/sommaire)

---

<sup>77</sup> Le Monde (2022) Assurance chômage : la modulation des droits définitivement adoptée  
[https://www.lemonde.fr/politique/article/2022/11/17/assurance-chomage-la-modulation-des-droits-definitivement-adoptee\\_6150306\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2022/11/17/assurance-chomage-la-modulation-des-droits-definitivement-adoptee_6150306_823448.html)

<sup>78</sup> La Tribune (2022), Assurance chômage : les allocations s'effondrent avec la dernière réforme  
<https://www.la Tribune.fr/economie/france/la-derniere-reforme-de-l-assurance-chomage-a-entraine-une-baisse-moyenne-de-16-des-allocations-945586.html>

<sup>79</sup> Ce qui correspond à 0,5 point de PIB, où la moyenne de l'estimation du Conseil d'Orientation des recettes quant au déficit annoncé pour les 25 prochaines années (entre 0,1 et 0,8 points de PIB). Cela correspond également au déficit que le gouvernement veut combler dans sa réforme. Voir COR (2022) Évolutions et perspectives des retraites en France. p.106.

[https://www.cor-retraites.fr/sites/default/files/2022-12/RA\\_COR2022%20def.pdf](https://www.cor-retraites.fr/sites/default/files/2022-12/RA_COR2022%20def.pdf)

<sup>80</sup> Libération (2021) A l'âge de la retraite, 25% des plus pauvres sont déjà morts  
[https://www.liberation.fr/societe/a-lage-de-la-retraite-25-des-plus-pauvres-sont-deja-morts-20211201\\_ZPDCTHANSFAV5L26524QHTQR2E/?redirected=1](https://www.liberation.fr/societe/a-lage-de-la-retraite-25-des-plus-pauvres-sont-deja-morts-20211201_ZPDCTHANSFAV5L26524QHTQR2E/?redirected=1)

<sup>81</sup> Oxfam France (2022) Taxation de superprofits : recommandations des recettes et évaluation des recettes en France  
<https://www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2022/09/Briefing-superprofits-Oxfam-France.pdf>

<sup>82</sup> Voir note méthodologique.

<sup>83</sup> Oxfam France (2021) Manifeste pour une fiscalité juste, verte et féministe  
[https://www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2021/12/Manifeste-Fiscal-Oxfam-France-091221\\_DEF.pdf](https://www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2021/12/Manifeste-Fiscal-Oxfam-France-091221_DEF.pdf)



---

© Oxfam France Janvier 2023

Ce document a été rédigé par Quentin Parrinello, responsable plaidoyer justice fiscale et inégalités d'Oxfam France. Oxfam France remercie Guillaume Compain, Léa Guérin, Charlotte Jarry, Sandra Lhote- Fernandes, Stanislas Hannoun et Nicolas Vercken pour leur assistance dans la réalisation.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

## OXFAM FRANCE

Oxfam France est membre de la confédération internationale Oxfam, un réseau de 19 organisations de solidarité internationale qui travaillent ensemble dans plus de 90 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté, aux injustices et aux inégalités. En France, Oxfam mène depuis plus de 20 ans des campagnes de mobilisation citoyenne et de pression sur les décideurs politiques. Elle contribue également aux actions humanitaires d'urgence et aux projets de développement du réseau, en collaboration avec des partenaires et des alliés dans le monde entier.

62 bis avenue Parmentier – 75011 Paris 00 33 1 56 98 24 40 – [info@oxfamfrance.org](mailto:info@oxfamfrance.org)

**CONTACT PRESSE** : Stanislas Hannoun – [shannoun@oxfamfrance.org](mailto:shannoun@oxfamfrance.org) – 07 69 17 49 63